



Juillet 2012

N°

50

La lettre de l'École de la paix

guerre / conflit / sécurité
Ecole de la paix
vivre ensemble
formation / recherche / solidarité / terrain

7 Rue Très-Cloîtres
38000 Grenoble
Tel: 04 76 63 81 41

ecole@ecoledelapaix.org
www.ecoledelapaix.org

Pendant les vacances,
les travaux continuent !!!



Edito

Un capital humain pour la paix !

Richard Pétris est parti à la retraite en janvier 2012. Raymonde Caraguel a choisi, après quatre années à l'Ecole de la paix, de démissionner. Enfin, Delphine Deschaux-Beaume, après trois « saisons académiques » à promouvoir le Réseau UNESCO, a été recrutée comme maître de conférences à l'université Pierre-Mendès-France de Grenoble. Qu'ils soient ici vivement remerciés pour le travail accompli à notre profit ! Raymonde et Delphine seront remplacées en septembre prochain par deux nouvelles recrues que nous vous présenterons dans la prochaine lettre d'information. En outre, Olivier Lagarde est venu rejoindre notre équipe depuis le mois de mai avec comme mission de promouvoir notre action associative en Colombie où nous oeuvrons depuis tant d'années.

Vous constaterez également un certain nombre de contributions de stagiaires qui ont été jusqu'à six et qui seront tous partis au mois d'août.. Notre vocation est de les former. Mais force est de constater qu'ils nous apportent aussi beaucoup : de nouvelles façons de voir, des réflexions autres et les articles qu'ils ont produits vous le prouveront.

Alexis Jenni, dans son ouvrage "L'art français de la guerre", constate qu'une grande partie de la jeunesse française est formée à la guerre dans les années 50 : « Ce type a dix ans de moins que moi, pensa Salagnon, et il sait ce qu'il fait. Nous éduquons une génération d'ingénieurs de la guerre. Que vont-ils faire, après ? »

Cinquante ans plus tard, nous disposons, à Grenoble, d'une Ecole de la paix. Nous pouvons être fiers de proposer à des étudiants de travailler sur des thématiques liées au vivre-ensemble. Nous avons cette impression, certes modeste, mais réelle, d'investir du temps et de l'argent dans ce que l'économiste Gary Becker a appelé le capital humain. Bien sûr, il y a des imperfections. Bien sûr, nous pourrions mieux faire. Néanmoins, nous voulions souligner à tous les adhérents le travail accompli notamment grâce à leur soutien pour qu'un tel « centre de formation continue à la paix » soit possible.

Au moment du départ des stagiaires vers leurs nouvelles missions, nous voulions les encourager à garder cette préoccupation du vivre-ensemble qui les a poussés à nous adresser leur candidature !

Matthieu Damian
Directeur

Sommaire

- 4 Remise de la médaille de la ville de Grenoble à Richard Pétris. Discours de Michel Destot, Maire de Grenoble
- 5 Du "territoire de paix" à la gouvernance "open-data". Thomas Tugler
- 6 Au Mexique, la poésie aussi est un sport de combat. Azadeh Ghaemi
- 7 "A quoi rêves-tu ?" Rencontres avec des jeunes Martinérois. Rodrigo Maranhao et Ivan Zambrano
- 8 Présentation de la méthode "Compas dynamique". Azadeh Ghaemi
- 9 Le projet de construction du Musée de la Paix à Bucaramanga, Colombie. Lorena Chaparro
- 10 Pour une démarche volontariste de solidarité Internationale. Olivier Lagarde
- 11 Résistances civiles de masses. Interview de Jean Marichez
- 13 Adhésion
- 15 L'Ecole de la Paix sur les ondes de CHEMS FM, radio locale de Sfax le 26 juin 2012. Delphine Deschaux et Patrick Lecomte
- 16 Rio+20, la transformation de l'éducation et la sécurité planétaire. Le Monde, contribution de Richard Pétris
- 19 Le commerce équitable s'invite dans les écoles grenobloises. Karima Bouguetaia
- 20 La culture de la paix promue par le Conseil Régional Rhône-Alpes !



Remise de la médaille de la ville de Grenoble à Richard Pétris

Par le Maire de Grenoble, Michel Destot

Nous avons le plaisir et l'honneur d'accueillir ce soir monsieur Richard Pétris (fondateur de l'Ecole de la Paix et ses nombreux amis, réunis à l'occasion de son départ à la retraite.

Je souhaiterais rappeler la rencontre qui s'était déroulée à la MC2 le 15 mai 2008 à l'occasion des dix ans de l'Ecole de la Paix, et qui était intitulée « Culture de paix, le défi ».

En cherchant à cerner l'essentiel de l'héritage que laisse Richard Pétris à l'association – et beaucoup plus largement ! – à l'occasion de son départ à la retraite, c'est finalement ce mot « défi » qui s'est imposé à moi.

Au mois de janvier dernier, Edgar Morin était ici à cette place, et nous évoquions avec lui la nécessité d'opposer un idéal aux maux qui accablent la planète et aux périls qui la menacent ; la nécessité de défier le désenchantement ou l'effondrement des espoirs communs avec les armes du cœur, de l'intelligence et de la raison.

En homme de grande sagesse, Edgar Morin nous faisait remarquer qu'on pouvait « perdre ses illusions sans perdre ses aspirations », que le monde « grouillait d'initiatives de vouloir vivre », et que le salut était dans le croisement des idées, des initiatives, des expériences...

Ces mots me sont revenus spontanément en pensant à l'Ecole de la paix, tellement il semble évident que l'engagement de Richard Pétris, et de ceux qui ont accompagné et accompagnent encore l'aventure, s'inscrit dans cette conviction.

Le projet a vu le jour en 1979 avec le Comité Dauphinois de Secours aux Réfugiés. Il y eu ensuite la création de l'association « Les Amis d'une Ecole de la Paix à Grenoble » en 1989 : puis en 1998, la naissance de l'Ecole de la Paix (avec le soutien sans faille de la municipalité).

Pour reprendre les termes de Richard Pétris : « L'école de la Paix de Grenoble est née d'une double conviction : d'une part la paix n'est pas la seule absence de guerre et d'autre part, l'éducation est l'instrument privilégié des

forces de division, de défiance et de haine en agissant dans le sens de la coopération, de la convergence et de l'affinité.

L'hommage que je rends aujourd'hui au nom de la collectivité à Richard Pétris s'adresse à un homme issu d'un milieu familial, disons, protégé, confronté – en Indochine – à des événements extérieurs profondément marquants et que ses réflexions ont peu à peu fait sortir des engagements « classiques » : [C'est] un homme qui a dit qu'il avait compris autour de la quarantaine « [qu'] être adulte

l'obligeait à comprendre le monde qui l'entourait et, ayant repéré ses fragilités et ses points faibles, à chercher à agir sur eux ». Autrement dit, à « œuvrer pour que l'humanité toute entière puisse accéder, sinon à la perfection, du moins à l'âge de raison ». Un homme qui, à partir de cette prise de conscience, aura passé sa vie à mettre au défi ses contemporains d'honorer sans relâche leur condition, et de cultiver les ressources de leur humanité.



changements nécessaires ». L'Ecole de la Paix, c'est le choix assumé de s'appuyer sur ce que l'humanité a de meilleur ; de miser sur sa capacité à gérer sa multitude avec les outils de la conscience.

Education, médiation et recherche : trois leviers d'action.

- Pour une influence qui, vingt-deux ans après les débuts, dépasse très largement aujourd'hui le seul territoire grenoblois.
- Pour une œuvre qui honore Grenoble, et qui représente si bien, à mon sens, ce que notre ville produit de grand quand elle met le monde au défi de persévérer dans les voies du progrès malgré les reculs, malgré les difficultés... Quand elle défie les

L'Ecole de la Paix est toute entière animée par cet idéal – et la conviction que la paix ne s'obtient pas en « laissant faire » mais en « travaillant pour » : avec ténacité, confiance et sans jamais céder au découragement ni craindre l'échec.

Alors, cette grande médaille que j'ai l'honneur de vous remettre, c'est un hommage : à ce que vous êtes, à ce travail que vous avez accompli, aux valeurs qui vous ont guidé, à tous ceux qui vous ont suivi et accompagné sur ce chemin exigeant et enthousiasmant, à ceux qui vont poursuivre la tâche dans votre sillage.



Du "territoire de paix" à la gouvernance "open-data":

Enjeu économique, enjeu politique?

Thomas Tugler en stage à l'Ecole de la Paix en juillet 2012

Quel est le point commun entre le système d'exploitation « Linux », l'administration Obama, la Commission européenne et la Commission d'Accès aux Données Administratives (CADA) ? Tous ces acteurs participent directement ou indirectement à une pratique nouvelle en matière d'organisation des données : la gestion « open-data ». Ce nouveau concept, né pendant les heures de gloire de l'informatique des années 1980 sous le terme « open-source », a rapidement été importé par la recherche scientifique, pour enfin s'adapter à l'univers des politiques publiques depuis peu.

Que permettrait à un décideur public une gestion totalement ouverte et transparente de ses données, c'est-à-dire une publication quasi-totale de ses actes, de ses décisions et de son budget dans le cadre de l'exercice de ses fonctions ? Pourquoi un élu, une ONG, une armée ou des humanitaires auraient intérêt à entretenir leur communication avec le monde extérieur dans un sens permettant une opacité complète de leur action ? C'est à ces questions que l'on souhaite répondre, afin d'expliquer à nos lecteurs en quoi ils ont tout intérêt à participer à ce grand mouvement qu'est l'open-data.

Le concept est né parmi les informaticiens de la Silicon Valley des années 1980, convaincus que la propriété intellectuelle et la commercialisation des licences de type « Copyright » ne jouaient pas en faveur de l'émulation scientifique

dans leur domaine. La Free Software Foundation propose une nouvelle pseudo-licence anti-propriété intellectuelle, surnommée : « Copyleft – all rights reversed » (et non pas « reserved »), se résumant en quelques principes simples : l'auteur de la production en question – logiciel, média, ou autre – refuse de revendiquer toute limitation quant à l'usage qui sera fait de celle-ci, et autorise toute réutilisation d'une portion ou de la totalité de sa production à d'autres fins que celles auxquelles elle était destinée. A long terme, l'open-data est un jeu à somme positive : le travail de chacun n'est



collectivités territoriales – se sont lentement réappropriés les principes de l'open-data dans des domaines concrets (allant des transports en communs jusqu'à la répartition du budget national). La législation française est une pionnière en matière de gouvernance open-data, puisque c'est en 1978 que la loi CADA autorise la diffusion de toute donnée récoltée par une de nos administrations, pour peu qu'elle soit relative à une mission de service public. La Commission européenne puis l'administration Obama ont suivi le mouvement, la première en légiférant notamment sur la libre

réutilisation des données géographiques détenues par les Etats-membres de l'Union (directive INSPIRE – 2007), la seconde en insistant sur la transparence de ses données budgétaires afin d'entretenir une relation de confiance entre élu et électeur.

Mais pourquoi diable relier la « gouvernance open-data » avec les « territoires de paix » ? En quoi une libre utilisation des données publiques récoltées par nos administrations (telles que des cartes, des permis de construire ou des décisions prises en conseil municipal) pourrait contribuer à la pacification et au vivre-ensemble ? D'ailleurs, la Commission européenne ne définit-elle pas les « ISP » européennes (Informations du Secteur Public) comme une véritable « mine d'or », évaluée par des experts à hauteur de 27 milliards d'euros sur le marché de l'intelligence économique ?

La gouvernance open-data ne serait-elle qu'un enjeu économique ? À contre-courant de ces critiques, nous avançons qu'un Etat (ou une collectivité territoriale) qui « ouvre » ses données publiques à la société civile, c'est avant tout un grand pas en avant vers la transparence, la légitimité démocratique et l'instauration d'un climat de confiance entre un peuple et ses représentants. La gouvernance open-data, c'est un signe démocratique, c'est lorsqu'un Etat n'a plus rien à cacher, c'est lorsque la confiance domine la peur et le secret.



Au Mexique, la poésie aussi est un sport de combat

Azadeh Ghaemi, en stage à l'Ecole de la Paix d'avril à fin juillet 2012



C'est à une centaine de kilomètres au sud de Mexico, à Témixco, que six cadavres dont celui du fils de Javier Sicilia (voir photo ci-dessus) ont été retrouvés dans une voiture abandonnée, pieds et poings liés. Les six corps sans vie présentaient des marques de tortures, signe de la colère du cartel contre ces jeunes étudiants qui avaient osé dénoncer à la police deux des leurs.

Ces six victimes sont venues s'ajouter à une liste longue de plus de 50 000 noms. Parmi ces morts se trouvent une majorité d'inconnus victimes de règlements de compte, de balles perdues, d'une stratégie de terreur qui vise à imposer la loi des narcos sur celle de l'Etat. En majorité, les victimes des cartels sont les jeunes, les femmes et les immigrés clandestins qui pour rallier les États-Unis traversent tout le territoire mexicain. Ces meurtres s'accompagnent régulièrement de sévices et rivalisent dans l'atrocité pour terroriser la société. Au fur et à mesure que la liste des victimes s'allonge alors que des fosses communes sont découvertes, la stratégie de l'ancien président

mexicain, Felipe Calderon a rencontré de plus en plus de détracteurs.

L'annonce de la mort de son fils a marqué, pour Javier Sicilia, la fin de la poésie. Celui dont les textes étaient marqué par un mysticisme d'inspiration catholique, ne pouvait plus entrevoir l'espace nécessaire à la création et à l'imagination. Son tout dernier texte a été pour son fils et préfigure son engagement politique pour la fin des atrocités et la quête d'une paix au Mexique :

« Le monde n'est plus digne de parole. Ils l'ont étouffée à l'intérieur de nous. Comme ils t'ont asphyxié. Comme ils t'ont déchiré les poumons. Et cette douleur ne me lâche pas. Seul le monde reste. A cause du silence des justes. Seulement à cause de ton silence et de mon silence, Juanelo. Le monde n'est plus digne de parole. Voici mon dernier poème, je ne peux plus écrire de la poésie...La poésie en moi n'existe plus ».

La déclaration qu'il fait à la presse le lendemain de la cérémonie en honneur de son fils, va avoir un écho qu'il n'attendait pas. Le sentiment de ras-le-bol et de colère face aux exactions perpétrées au nom de la guerre qui oppose le gouvernement aux cartels est celui de la population mexicaine. Dans plus d'une quarantaine de villes, des manifestants vont reprendre son cri de colère : "Estamos hasta la madre" (traduction: "nous en avons plus que ras-le bol !") . Le mouvement lancé par Javier Sicilia se veut apolitique puisqu'il ne s'agit pas de prendre le pouvoir mais de chercher une alternative à la politique de répression menée par les autorités qui ne fait

qu'aggraver la situation.

En l'espace de quelques semaines, alors qu'une caravane de marcheurs progresse à travers le Mexique pour attirer l'attention du public et des autorités sur leurs revendications, plus de 200 organisations civiles mexicaines se réunissent pour signer le 10 juin 2011 un pacte contre la violence à Ciudad Juarez, où est arrivée la « caravane pour la paix » organisée par le poète, écrivain, essayiste et journaliste Javier Sicilia.

Ce pacte propose six objectifs pour le Mexique : la nécessité de faire la lumière sur les assassinats et les disparitions forcées, la fin de la militarisation de la lutte contre la drogue, la lutte contre la corruption et l'impunité, la mise en œuvre d'une politique volontariste au profit de la jeunesse mexicaine et la mise en place des outils d'une démocratie participative.

Le contexte dans lequel se prolonge ce mouvement est particulièrement important pour le Mexique puisque le premier juillet 2012 a eu lieu l'élection présidentielle puis les législatives après six ans d'une politique de guerre contre le narcotrafic.

Ce sera au nouveau président mexicain, Enrique Pena Nieto de porter une attention particulière à cette mobilisation de la société civile.



"A quoi rêves-tu ?" Rencontres avec des jeunes Martinérois

Rodrigo Maranhao et Ivan Zambrano

Le projet « Imaginaires de la banlieue. Rapprochement entre les associations et la jeunesse » se situe à Saint-Martin-d'Hères, dans la banlieue de Grenoble. Il a été mené par Ivan Zambrano et Rodrigo Maranhao, tout deux étudiants en M1 de Sociologie et en stage à l'École de la Paix du mois de mai à la fin juillet 2012.

Le projet est né de l'hypothèse qu'entre le discours des jeunes et les associations ou les institutions existe un « malentendu » dû au regard stéréotypé à la fois de la jeunesse de la banlieue envers les associations et des associations envers les jeunes. D'un côté, dans les réunions au sein des associations on entend souvent les formules « les jeunes sont fuyants » ; « ils ne se mobilisent pas » ou encore « ils ne participent pas aux activités proposées par les associations ». De l'autre côté, les jeunes mettent l'accent sur le problème du professionnalisme des associations et du manque de continuité dans les projets proposés. C'est à ce titre que nous avons élaboré une action avec un objectif double : le premier consistait dans la mise en place d'un réseau entre les associations locales et l'École de la Paix. Nous disposons ainsi d'une nouvelle méthode d'approcher la jeunesse du quartier. En quoi celle-ci est-elle pertinente ?

Pour commencer, Saint Martin d'Hères et plus particulièrement le quartier Renaudie et ses alentours représentent un nouveau champ d'action pour l'École de Paix. Dans ce territoire, personne ne connaissait le travail de cette association. Cette

réalité nous est devenue encore plus évidente quand, lors de notre première réunion avec le Pôle Jeunesse et la Mission Locale de Saint Martin d'Hères, il nous a été demandé si l'École de la Paix était une institution religieuse. Cela montre pourquoi la création d'un réseau localement nous est apparue comme une priorité.

Le deuxième objectif est lié au premier ; afin d'expérimenter une nouvelle méthode pour approcher les jeunes du quartier il faut absolument créer un dispositif adéquat. En partant de cette idée nous avons créé



des ateliers en utilisant les supports médiatiques (la vidéo et la photographie) et le théâtre avec le but de travailler sur l'imaginaire de la banlieue. Nous sommes en effet convaincus que si nous utilisons les mêmes supports médiatiques qui ont servi et servent à stigmatiser la banlieue afin de donner, au contraire, la parole aux jeunes, nous pourrions peut-être faire ressortir le côté positif de la banlieue et de son « effervescence ».

La dynamique des ateliers proposée était « libre ». Ceux-ci disposaient, bien entendu, d'une structure pré-

établie mais susceptible de changements à partir de la discussion et de l'enrichissement du projet avec le groupe de travail qui a contribué également au développement des ateliers. Le but c'était de mettre en pratique les capacités des jeunes de la banlieue de créer, de se mobiliser, de travailler et de vivre ensemble.

Le résultat du stage ? En quelques mois, nous sommes parvenus à des rencontres fortes avec deux groupes de jeunes différents : le premier relativement proche des institutions ; le second plus éloigné. Concernant lesdites institutions ou associations,

nous avons également pu réaliser un travail de sensibilisation à de nouvelles approches des jeunes auprès de Mosaik Café (un bar associatif), de Citadane (une association qui promeut la danse), du secteur « jeunesse » de la mairie et de la MJC Texier.

En allant plus loin, nous pouvons aussi souligner le fait qu'une dynamique de groupe s'est créée notamment par le fait que les ateliers n'étaient pas « dirigés » et qu'ils laissaient une autonomie à chaque personne mais aussi à chaque acteur (institution ou groupe de jeunes).

Les vidéos réalisées sont consultables sur le site territoiresdepaix.com. Quand à la suite ? Nous espérons reconduire un tel stage l'année prochaine au sein de l'École de la Paix afin de poursuivre et d'approfondir le travail effectué.



Présentation de la méthode "Compas dynamique"

Azadeh Ghaemi

Au début du mois de juillet, l'Université d'été du CRID organisait un atelier sur le thème de la qualité dans les organisations de solidarité internationale. Effectué par le Groupe d'Appui et de Solidarité (GAS) et, Solidarité enfant sida (Sol en Si), ce moment de travail présentait le référentiel de certification de qualité appelé « Compas dynamique » mis en œuvre par ces deux associations qui ont su mutualiser leurs efforts dans la prévention de l'épidémie de Sida au Togo. Quatre temps

ont rythmé la séance. Après un exercice de présentation, la deuxième activité lançait le débat sur quatre questions polémiques destiné à faire prendre position aux participants.

« Le plus important c'est d'atteindre les objectifs », « Pour être

plus efficaces, les ONG doivent adopter les techniques de gestion strictes », « Le projet de qualité est le projet dont les investissements sont rentables », « Pour évaluer la qualité, il faut définir des normes à respecter ».

Les débats furent plutôt vifs. Au cours du troisième temps d'échange, le public était invité à réfléchir sur une situation insatisfaisante dont ils avaient fait l'expérience dans leur vie professionnelle puis devaient essayer de l'adapter à la présentation du référentiel du « Compas dynamique » présenté par le GAS.

Enfin l'atelier s'est achevé sur la

présentation des apports théoriques sur la qualité et des témoignages d'acteurs qui se sont saisis de cette question. Avec le recul, le constat a été fait que la gestion de la crise humanitaire liée au génocide rwandais, a été émaillée d'erreurs telles que le regroupement de populations dans des camps de réfugiés qui a aggravé la propagation de l'épidémie de choléra. En réponse, les ONG présentes ont remis en cause leurs modes d'action et repensé leurs

l'information au sein des équipes, capitalisation des leçons de terrain, aide à la prise de décision par tableau de bord, amélioration du suivi et de l'évaluation et facilitation du reporting.

Au sortir de l'atelier, certains humanitaires présents semblaient quelque peu déboussolés alors que d'autres avouaient rester sur leur faim. Pourtant, les questions soulevées témoignent d'un intérêt manifeste pour une recherche continue de l'efficacité dans l'action de solidarité.



pratiques du respect des normes qui encadrent leurs actions. D'où la réflexion autour de la certification. Importée du monde de l'entreprise, la pratique de la certification est relativement étrangères aux pratiques d'ONG ce qui explique un taux d'échec relativement élevé.

Le « Compas dynamique » du GAS est donc un outil d'accompagnement de projet adapté au contexte de l'action humanitaire qui se caractérise par une méthodologie d'évaluation qualitative. Ses objectifs sont les suivants : renforcement de la traçabilité des décisions, meilleur communication et partage de

Voici quelques liens pour aller plus loin dans la découverte de cette démarche :

URD (Urgence, Réhabilitation, Développement),
<http://www.urd.org/appui%20organisationnel>

Le Compas Dynamique,
<http://www.compasqualite.org/fr/compas-dynamique/index-compas-dynamique.php>



Le projet de construction du Musée de la Paix à Bucaramanga en Colombie

Lorena Chaparro, en stage à L'École de la Paix d'avril à juillet 2012.

Conscients que l'histoire du conflit armé, le narcotrafic et la criminalité ont contribué à la création d'une culture de la violence, un groupe de citoyens de la ville de Bucaramanga en Colombie, a proposé la création d'un Musée de la Paix qui permettra de promouvoir des univers symboliques faisant contrepoids à cette culture de la violence. L'objectif est la construction d'une culture de la



paix par la promotion symbolique de la non – violence. Le Musée de la Paix constituera un espace de développement du concept de paix en tant que valeur culturelle immatérielle. Le projet établira un dialogue avec les différentes formes de représentations de la paix, les actions, les espaces, les acteurs et les valeurs qui y contribuent. Il permettra de développer des expositions itinérantes et des programmes éducatifs dirigés à l'attention des différents secteurs sociaux.

A cet égard, l'École de la Paix de Grenoble a été contactée pour soutenir la conception de cet ambitieux projet. Pour Richard Pétris, ancien directeur de l'École de la Paix, l'importance des musées est « qu'à travers une multitude d'aventures humaines, l'histoire se construit, les pays se construisent et que, par

conséquent, la paix doit pouvoir aussi se construire ! C'est, évidemment, pour une bonne part, l'affaire de l'éducation. Il est important que les témoins de la culture d'une époque, ils savent rendre compte des lents cheminements qui ont conduit aux guerres ».

Dans ce sens, un Musée de la Paix devra constituer une fonction à deux volets. Il doit d'abord servir à la mémoire et aux souvenirs en valorisant les actions de tous ceux qui ont agi pour la paix. Dans un sens plus large, il pourrait constituer un élément d'une politique de réconciliation.

Comment l'École de la Paix peut-elle contribuer à ce projet ?

La principale contribution de l'École de la Paix est dirigée vers les éléments éducatifs et pédagogiques dont nous disposons. Il est nécessaire de mettre l'accent sur les outils destinés à stimuler l'imaginaire de la paix, la non – violence et le vivre-ensemble. Pour le travail de conception et de la mise en œuvre, comme dans la perspective du fonctionnement, il serait donc logique de se situer dans le cadre d'un réseau non seulement national mais aussi international.

Quel est le bilan général des Musées de la Paix dans le Monde ?

Les Musées de la Paix dans le monde ont vécu une évolution au niveau conceptuel qui nous permet de les classer dans trois générations. Les musées de la paix de première génération sont nées en réaction à un

fait (par exemple, le Liberation War Museum au Daka, Pakistant où sont exposées les horreurs de la guerre d'Indépendance des années 1960-1970). L'objectif de ces musées est de révéler les atrocités de la guerre, pour éviter qu'elles se répètent. Son effet est positif parce qu'il cherche à mettre en lumière des faits qui ont marqué l'histoire d'un groupe social donné. Dans un deuxième moment, les musées de la paix vont aller un peu plus loin dans la simple réaction à un fait social, en se demandant comment l'art peut participer au processus de construction d'une paix durable (par exemple, le Kyoto Museum for World Peace au Japon). La différence par rapport à la première génération est qu'ici le public se retrouve face à l'action de l'artiste, qui agit comme le moteur des mécanismes de transmission, en cherchant la sensibilisation et la prise de conscience du public.

Plusieurs éléments se retrouvent à l'origine de la troisième génération des musées de la paix. Le premier, et le plus remarquable, est l'éducation à travers l'art. Nous réalisons l'importance qu'a l'art pour sensibiliser le public (c'est le cas de la fondation Guernica en Espagne). Nous allons



donc utiliser cette sensibilité pour développer des activités éducatives. Le second, est la fonction sociale de l'éducation à travers l'art dont le but est la création d'ateliers éducatifs destinés aux enfants et aux jeunes en situation vulnérable, en leur proposant des activités artistiques comme alternatives à leurs

développements individuels. L'idée est de proposer une activité permettant de concentrer l'attention et l'intérêt de l'enfant, de façon à éviter que celui-ci se voit impliqué dans des dynamiques destructives.

Créer la passion pour l'art, permet de réduire la croissance de la violence, car un enfant passionné par une

activité artistique ou sportive, sera moins tenté de développer des activités criminelles, ou de participer à la guerre.

Source de l'article ci-dessous : Dauphiné Libéré

International

Des Colombiens en visite à Grenoble



L'Alliance française de Grenoble, le Musée dauphinois et l'École de la Paix ont récemment reçu une délégation de la ville de Bucaramanga (Colombie), emmenée par le maire Luis BOHORQUEZ PEDRAZA. Reçus en mairie de Grenoble, les participants (conseillers municipaux, vice-président d'université, président de l'Alliance française en Colombie, musiciens...) ont pu bénéficier d'une présentation des grands projets de la Ville en ce qui concerne la culture, l'action sociale,

l'éducation ou l'urbanisme. Des visites de sites ont été ensuite menées sur la région, afin de proposer une découverte d'organismes, comme le rectorat, l'université, la chambre de commerce et de l'industrie de Grenoble, la société Pomagalski. L'exposition de photographies *Bucaramanga, une ville en montagne* était également présentée à cette occasion ainsi que des concerts du groupe musical Los Hermanos Quintero, un duo de jeunes guitaristes très impressionnants.

13 juillet 2012

L'Amérique Latine à la Fête de la Musique

LOS HERMANOS QUINTERO EN CONCERT

MUSIQUE À CORDES DE LA COLOMBIE



MUSÉE DE L'ANCIEN ÉVÊCHÉ isère

af

Jeudi 21 juin
18h30
Musée de l'Ancien Évêché
2, rue Très-Cloîtres
38000 Grenoble

ÉCOLE DE LA PAIX





Pour une démarche volontariste de Solidarité Internationale

Réinventons nos liens avec la Colombie !

Olivier Lagarde, Chargé de mission Colombie à L'Ecole de la Paix

Depuis 1997, l'Ecole de la Paix participe activement au soutien des résistances civiles non-violentes entreprises en Colombie par les communautés afro descendantes et indigènes pour faire face au conflit armé qui touche cette région isolée du nord-ouest du pays et dénommée Bajo Atrato, dans le département du Chocó. Un conflit harassant pour les populations, qui depuis lors ne cesse de briser familles et communautés entières, déchirant chaque jour un peu plus le tissu social de populations jadis en paix et en harmonie avec leur milieu naturel. Pourtant, les populations s'organisent, ne perdent jamais espoir malgré le sentiment d'abandon chronique, et semblent coupler fatalisme et courage pour développer des ressources insoupçonnées.

C'est dans le cadre du Comité de Solidarité avec les populations du



Bajo Atrato, créée à la fin des années 90 à l'initiative de plusieurs ONG françaises, répondant ainsi à l'appel des organisations colombiennes, que l'Ecole de la Paix œuvre aux côtés de ces communautés. Outre le fait de devenir un partenaire ancré sur ces territoires lointains, cela a permis de créer des amitiés profondes et des

échanges féconds quant à la réflexion menée sur les questions de paix et de développement.

Ecueil du temps qui passe ou démobilitation « structurelle », le Comité a perdu de sa vigueur d'antan alors que les problématiques dans le Chocó, elles, évoluent, se complexifient, et prennent en otages les sempiternelles victimes d'appétits ou intérêts privés : les populations. Chemin faisant, ces dernières sont toujours debout, elles nécessitent encore un appui international et solidaire. Plus encore : d'aucuns les ayant côtoyées sauront vous dire les leçons qu'ils retirent de ces échanges et des enseignements que nous, en France, pouvons en retirer.

C'est pour répondre à ces constats divers que j'ai proposé, à mon retour d'une expérience enrichissante de 2 ans et demi sur le terrain auprès des communautés, de redonner un souffle au Comité et de réorienter ses actions en prenant en compte les apprentissages acquis depuis plus de 10 ans en Colombie. L'Ecole de la Paix soutient cette démarche et m'accueille donc en tant que Coordinateur du Réseau.

Mais quel Réseau ? Qu'advient-il du Comité dont l'on a parlé jusque là ?

C'est précisément pour adapter nos pratiques que le nom change, que le Comité se réinvente et se prolonge, en explorant de nouveaux champs d'actions. Au-delà de l'appui aux projets développés par les acteurs de terrain, nous prétendons qu'une dimension française doit être aussi creusée, approfondie.

De nombreuses initiatives émanant d'organisations françaises et en lien avec la Colombie existent. Il s'agit ici d'en chercher une mutualisation plus concrète, qui bénéficie à la fois à nos partenaires sur le terrain, à la société civile ici et aux publics que nous



souhaitons atteindre, notamment les jeunes.

La mission qui m'a été confiée depuis le mois de Mai repose sur 3 axes : rechercher de nouveaux partenariats afin de tendre vers le « travailler ensemble », informer plus et communiquer mieux sur nos actions et celles de nos amis colombiens pour valoriser leurs initiatives de paix, et éduquer au développement et à la solidarité internationale en partant de nos expériences de terrain.

Nous souhaitons orienter nos projets en les inscrivant dans le cadre du rapprochement des territoires, dans une démarche « Agir local, Penser global » qui promeuve la proximité, en rapprochant dès lors nos problématiques locales à celles vécues par les colombiens. La compréhension du monde dans lequel nous vivons passe par celle des dynamiques qui l'alimentent. Dans un contexte où les interdépendances deviennent de plus en plus évidentes, il s'agit de mieux les appréhender pour mieux nous situer

dans notre environnement immédiat. Le local et l'international ne sont pas des lignes parallèles qui ne se rencontrent jamais mais des enrichissements croisés qu'il convient de nourrir. A une telle aspiration notre apport sera humble, car limité à la Colombie, mais espérons-le fructueux de par la longévité de nos rapports avec des personnes et des organisations qui nous ont tant appris depuis toutes ces années et continueront de le faire.

En termes d'activités, à partir de Septembre, le propos du Réseau que nous souhaitons développer sera par exemple de nous mettre en relation avec les collectivités territoriales pour dessiner des projets communs, faire du plaidoyer auprès des autorités pour que les politiques que nous érigeons ici ne soient pas facteurs de violations pour des populations là-bas, posséder un site ressource sur Internet, etc. Aussi, nous devons penser plus posément à ce que nos actions impliquent et donc faire un travail d'écriture et de réflexion, de manière articulée notamment avec le projet

Territoires de Paix de l'École de la Paix. Enfin, la dernière chose, mais sans doute la plus importante car elle est le moteur de nos idéaux : éduquer. En cela, nos priorités iront vers la recherche de collèges ou de lycées, notamment dans la région Grenobloise, désireux de développer dans leur schéma éducatif un aspect citoyen. Nous avons déjà des outils pédagogiques qu'il conviendra d'enrichir. Mais notre outil principal est la Colombie. Il n'est pas matériel mais possède un grand avantage dans la transmission des enseignements : le vécu.

Preuve en a été faite en cette année scolaire écoulée, avec le Collège Pierre Dubois de Seyssinet. D'octobre à juin, à l'initiative de leur professeure d'espagnol Mme Belhiti, les élèves hispanisants de 4ème/3ème ont tour à tour fait des exposés sur des thématiques vécues dans le Chocó (huile de palme, déforestation, enfants-soldats), vu un documentaire et rencontré son réalisateur, Daniel Vin, échangé au sein même de l'établissement avec Juan Pablo

Guerrero, du CINEP , notre partenaire en Colombie, et discuté aussi avec moi sur mon expérience. Fruit de ce projet continu et de l'engagement naissant des élèves pour agir concrètement, ces derniers ont souhaité apporter leur concours en organisant au mois de Mai une vente publique d'artisanat au profit d'un projet dans le Chocó dont ils seront acteurs.

Sur la place publique, auprès des habitants de leur quartier, ils sont devenus vecteurs de sensibilisation et ce faisant, acteurs d'une citoyenneté qu'il convient de stimuler chez eux. Ce n'est qu'une action, mais elle est évocatrice de ce que peut être un acte de solidarité internationale : rapprocher des peuples, des jeunes, des territoires, et ainsi mieux comprendre ces fameuses interdépendances !





Résistances civiles de masses

Interview de Jean Marichez par Candide

Candide : Avec l'école de la paix vous avez déjà publié en français six livres sur les résistances civiles de masses. Vous vous apprêtez à publier le dernier. De quoi s'agit-il exactement ?

J.M. : Il s'agit de peuples qui, comme les Tunisiens et Egyptiens, se lèvent un jour en masse, donc en force mais sans violence, pour refuser la tyrannie, l'oppression, l'injustice ou le manque de démocratie.

C : L'Ecole de la Paix inciterait-elle au soulèvement des peuples ?

J.M. : Ces livres n'incitent ni au soulèvement ni à la révolution. Ceci est du ressort des populations concernées. Nos publications s'intéressent plutôt aux méthodes qui permettent à des peuples sans armes de vaincre de fortes puissances militaires. Ce sont des ouvrages de génie non violent. L'un d'eux s'adresse même aux militaires et aux responsables de notre défense nationale.

C : La Tunisie et l'Egypte semblent des accidents de l'Histoire. Tout le monde pense que les armes et les puissances militaires seront toujours gagnantes.

J.M. : Détrompez-vous. Depuis quelques dizaines d'années, c'est le contraire qui se passe. Rien que depuis l'an 2000 on a vu le peuple vaincre une douzaine de fois comme en Ukraine, au Kirghizistan, en Géorgie par deux fois, en Serbie deux fois, en Bolivie deux fois aussi, etc. La fréquence de ces luttes ne cesse d'augmenter.

C : Pourtant en Syrie le peuple se heurte bien à plus fort que lui ?

J.M. : A partir du moment où des militaires y ont fait défection pour se ranger aux côtés des insurgés, ceux-ci ont commencé à utiliser les armes qu'on leur apportait. Ainsi, ils passaient de la lutte non violente où ils marquaient des points à la lutte armée où ils sont les plus faibles. Ils déplaçaient le terrain de la lutte là où ils étaient les moins forts et se condamnaient d'avance.

C : Vous voulez dire que la lutte non violente peut être plus efficace que la lutte armée ?

J.M. : Absolument. Mais à condition d'être bien menée ce qui n'est pas toujours le cas. C'est la masse et la détermination du peuple qui font le poids. L'expérience l'a montré maintes fois, le gouvernement utilise ses armes et terrifie les gens mais lorsque le peuple n'a plus peur (comme en Syrie) et surtout, lorsqu'il a prévu cette terreur et contourne l'adversaire par une stratégie intelligente, la force de ce dernier peut se retourner contre lui.

C : Par exemple ?

J.M. : Eh bien, il y a mille manières de mener l'action non violente. Le chercheur américain Gene Sharp dont nous publions les livres, en cite deux cent qui ont fait leur preuve et il y en a bien plus. L'idée est qu'un gouvernement ne peut gouverner que si ses sujets lui obéissent. Si l'on étudie les causes d'obéissance et les racines du pouvoir on éclaire considérablement les modalités d'action en fonction de la situation et des contraintes locales.

C : N'est-ce pas un peu trop théorique ?



J.M. : La quantité et l'augmentation de luttes réussies depuis quelques dizaines d'années prouve le contraire. Il y a eu aussi des échecs comme sur la place Tien An Men mais de nombreux chercheurs ont étudié les causes d'échec et les facteurs de réussite. Ils en ont tiré des informations méthodologiques précieuses. C'est l'objet des livres que nous publions. Ils montrent toute l'importance de la stratégie.

C : La réussite de ces luttes n'est pas forcément une bonne chose quand on voit les Islamistes en récupérer les bénéfices alors qu'ils n'étaient pas les acteurs de la révolution.

J.M. : C'est vrai et c'est pourquoi l'Ecole de la Paix ne s'engage pas dans les luttes qui sont et doivent être de la responsabilité des autochtones. Si les Egyptiens s'engagent dans une révolution non violente, le choix des objectifs (par exemple renverser le pouvoir ou, ce qui est bien différent, installer plus de démocratie) leur appartient. Il en est de même pour les choix stratégiques. Ils connaissent leur situation mille fois mieux que nous. Par contre nous assumons la qualité de notre formation et les livres que nous publions attirent fortement

l'attention sur l'importance de ces choix et sur la différence des moyens qu'ils impliquent.

Ceci dit, et pour en revenir à l'Egypte, même si les Frères musulmans prennent le pouvoir, le peuple égyptien a franchi un pas majeur dans son évolution, il s'est pris en charge et il se sait dorénavant fort et responsable de tout ce qui lui arrive. C'est le pas le plus difficile à faire dans la marche vers la démocratie et la paix. Il est fait et c'est considérable.

C : Il s'agit quand-même de révolutions et les effets ne sont pas toujours pacifiques.

J.M. : Oui mais elles sont soutenues par de larges majorités. Elles représentent la volonté du peuple là où celle-ci est étouffée. Elles sont alors un moindre mal, une forme extrême de la démocratie. In fine, elles sont légitimées par l'expression largement majoritaire. Sinon, il faudrait dire que la souveraineté du peuple est un vain mot.

Nos livres

- La guerre civilisée, de Gene Sharp, Presses Universitaires de Grenoble, 1995
 - La guerre par actions civiles, Identité d'une stratégie de défense", de J. Marichez avec X. Olagne, Fondation pour les études de défense, la documentation Française, Paris 1998
 - La force sans la violence, de Gene Sharp, L'Harmattan, Paris, 2010
 - L'anti-coup d'Etat, de Gene Sharp, L'Harmattan, Paris, 2010
 - De la dictature à la démocratie, de Gene Sharp, L'Harmattan, Paris, 2010
 - Mener la lutte non violente, de Gene Sharp. En cours de publication
- L'avant dernier est le plus connu. Il est traduit en 27 langues différentes.

Adhésion

Oui, je m'engage à soutenir les actions de l'Ecole de la paix.

Demande d'adhésion: à envoyer à l'Ecole de la paix. 7 rue Très-Cloîtres. 38000 Grenoble

Nom: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

Email: _____

Ci-joint un chèque deeuros

(minimum : 30 € individuel et 50 € pour le couple) en règlement de mon adhésion 2012.

Je recevrai par retour de courrier la(les) carte(s) d'adhérent ainsi qu'un reçu fiscal pour la totalité de la somme versée.

Date et signature:





L'Ecole de la Paix sur les ondes de CHEMS FM, radio locale de Sfax le 26 juin 2012

Retranscription : Patrick Lecomte et Delphine Deschaux

Pouvez-vous nous dire, Patrick Lecomte, vice-président de l'Ecole de la Paix, les raisons de votre venue en Tunisie ?

Je suis venu à Sfax pour trois jours avec le professeur Delphine Deschaux, nous venons tous les deux à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble, et surtout d'une association qui s'appelle l'Ecole de la Paix, qui travaille à Sfax dans le cadre du jumelage entre les villes de Grenoble et Sfax. Nous avons proposé à l'association "Continuité des générations" l'organisation d'un séminaire sur la construction de la citoyenneté et le développement de la paix sociale. Nous travaillons avec une trentaine de jeunes des deux sexes, qui, avec nous, réfléchissent sur la façon dont on peut penser, se représenter et gérer une démocratie en construction, comme c'est le cas aujourd'hui en Tunisie.



Et vous, Madame Deschaux, chargée de mission à l'Ecole de la Paix, quel est votre ressenti ?

Je suis très impressionnée par le dynamisme des jeunes Tunisiens, et notamment des jeunes femmes, qui semblent très instruites et qui, à mon avis, sont l'espoir de la Tunisie de demain. Alors c'est vrai que moi, je ne connaissais pas la Tunisie avant, mais j'ai l'impression qu'un grand vent d'espérance souffle sur ce pays, même si, bien sûr, il y a encore un grand nombre de défis, et notamment celui du régime à trouver, de la bonne place de chacun et de chaque groupe. Les participants accrochent bien, je pense que c'était un bon choix. Le seul petit regret, c'est la durée un peu courte du séjour : on ne pourra pas tout faire, mais je pense qu'on reviendra. On les a trouvés très ouverts - et ouvertes, notamment, parce qu'il y a une majorité de jeunes femmes. Ils ont été très respectueux les uns des autres lors des débats, à l'écoute de chacun, et ce n'est pas forcément les expériences qu'on a pu avoir avec d'autres groupes.

Un complément Monsieur Lecomte ?

C'est également mon souhait, puisque nous avons pris contact pendant ces trois jours à Sfax, avec non seulement la municipalité de Sfax qui nous a remarquablement accueilli, mais aussi avec les responsables d'autres associations, avec lesquelles nous envisageons de développer des projets ultérieurs pour les années à venir. Parce que la coopération entre Grenoble et Sfax est appelée à se poursuivre, nous pensons pouvoir y jouer un petit rôle au service du développement de la démocratie en Tunisie. "





Rio + 20, la transformation de l'éducation et la sécurité planétaire

Par Pierre Calame, Jean Cot, Claude Lorius, Richard Pétris et Philippe Saugier. Paru dans Le Monde du 19 juin 2012

Changement climatique, reproduction des schémas non durables est devenue une question de sécurité planétaire, parce que c'est la seule façon de s'attaquer aux racines des crises économiques, sociales et environnementales que ces schémas entraînent et aux graves menaces de conflits que ces reproduire les schémas non durables est devenue une question de sécurité planétaire, parce que c'est la seule façon de s'attaquer aux racines des crises économiques, sociales et environnementales que ces schémas entraînent et aux graves menaces de conflits que ces

Creusement des inégalités, tempêtes financières, soumission des démocraties aux oligarchies, montée des extrémismes, explosions de violence... Dans le monde "développé", où le fanatisme du profit illustre chaque jour l'incapacité de nos modèles dominants à équilibrer et pacifier les relations entre les hommes, et entre les hommes et l'environnement fragile dont dépend leur survie, nous ne parviendrons pas à rompre le cercle vicieux de leur perpétuation sans transformer en profondeur les systèmes éducatifs qui les ont vu naître et continuent largement de les nourrir : c'est le message qu'a apporté dans une contribution aux travaux préparatoires à la conférence de Rio+20 un groupe de 65 responsables éducatifs de 25 pays réunis cet automne à Monterey, Californie, au sein du Transformative Education Forum.

Plus encore que sa teneur radicale, c'est l'initiateur de ce forum qui frappe : l'École navale supérieure de l'armée américaine. Pour la première fois dans le débat international sur l'éducation face aux grands défis planétaires, le signal d'alarme provient non plus seulement des scientifiques et des réseaux militants, mais de militaires qui affirment que cette nécessité de transformer en profondeur nos systèmes éducatifs pour cesser d'y

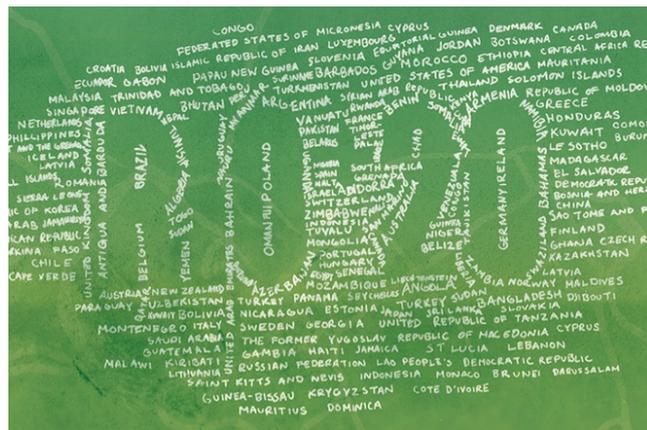
dans un mouvement profond de transformation du rôle des armées, et souligne l'interdépendance des transitions en cours dans ces deux grands corps d'Etat que sont la défense et l'éducation.

Si des milliers d'éducateurs humanistes de par le monde expérimentent depuis des décennies de multiples approches thématiques – éducation à l'environnement, au développement, à la paix, à la santé... – réunies aujourd'hui dans le cadre plus large de l'éducation au développement durable (EDD) et si les contenus,

les méthodes, les programmes de formation d'enseignants sont aujourd'hui à maturité, la Conférence mondiale sur l'EDD organisée par l'Unesco à Bonn en mars 2009 a rappelé à quel point leur mise en pratique reste marginale.

La raison de ce piétinement est bien connue : à l'école comme dans l'entreprise ou les collectivités, le développement durable n'échappe pas à la superficialité. Même là où des moyens importants sont consacrés pour faire évoluer les approches et les contenus, notamment en France avec la généralisation de l'EDD orchestrée par le ministère de l'éducation nationale depuis plusieurs années, l'évolution des pratiques sur le terrain se heurte à des obstacles structurels

considérables. L'école héritée du modèle académique n'est pas préparée à travailler sur les valeurs, l'engagement, la responsabilité. Pour l'essentiel, nos enfants continuent envers et contre tout à évoluer dans un système éducatif dominé par le cloisonnement disciplinaire, la mémorisation de connaissances, la relégation des arts, du corps et des mains, le simulacre de démocratie, l'absence de régulation des conflits, la déconnexion avec le milieu naturel – et au final, la démonstration quotidienne qu'il est finalement normal de rester dans le statu quo,



solidaire par delà toutes formes d'intérêts privés ou nationaux, ne vient-elle pas relancer prodigieusement le projet européen et ce qui en serait l'accomplissement le plus ultime : la mise en place d'une politique d'éducation et d'une politique de défense intégrée dont la transition vers un développement durable authentique serait à la fois la raison d'être et la finalité ?

Deux exemples récents, pour finir, illustrent ce parallèle entre transition militaire et transition éducative : à Bogota, en 2009, pour le centième anniversaire de l'Ecole de guerre de Colombie, une Alliance internationale de militaires et le gouvernement colombien mettent l'accent sur la responsabilité des militaires vis à vis de la société ; à Brasilia en juin 2010, le ministère brésilien de l'éducation rassemble plus de cinquante délégations nationales de jeunes de tous les

continents pour élaborer la Charte des responsabilités "Prenons soin de la planète". Ainsi des officiers supérieurs, représentants du pouvoir dans sa forme la plus pure et des jeunes, en principe sans pouvoir, partagent l'idée que la co-responsabilité est au cœur de l'éthique du XXIe siècle car c'est l'expression même de nos interdépendances. L'adoption par l'ONU d'une Charte des responsabilités universelles, à l'occasion de la conférence Rio+20, serait le meilleur moyen de sortir celle-ci de l'insignifiance où nous la voyons aujourd'hui confinée.

Nous ne sommes pas à la fin de l'histoire et elle reste à écrire celle qui verra une politique de développement se substituer aux moyens de force. La responsabilité de la France et de l'Europe dans le pillage historique des peuples et de la nature est sans équivoque : nous avons été à l'avant-garde d'un

système fondé sur le développement insoutenable et l'ordre militaire, serons-nous à l'avant-garde de la fusion des armées et de la formation du citoyen capable de comprendre les grands défis, d'inverser les tendances et de construire l'indispensable solidarité planétaire ?





Le commerce équitable s'invite dans les écoles grenobloises

Karima Bouguetaia, Formatrice et animatrice à l'Ecole de la Paix

Quel bonheur de retrouver mes chères têtes « blondes, brunes, rousses,... » après un accident m'ayant valu un arrêt de deux mois et demi !!!!

Les retrouvailles se sont faites dans la bonne humeur et la découverte autour de l'animation

« mallette cacao » .

J'ai effectué ces séances de formation dans deux classes de CM2 de l'école élémentaire Malherbe et une classe de CM1 et une classe de CM2 de l'école élémentaire Ampère à Grenoble.

Cette animation a pour objectif de présenter aux enfants certains produits consommés dans leur forme première et montrer d'où ils viennent (exemple : le cacao). Il vise aussi à sensibiliser les élèves aux conditions de production (travail fatiguant, travail des enfants,...) et aux déséquilibres mondiaux. Enfin, cette séance fait le lien entre le développement économique et social et la paix.

Il faut environ 3 heures complètes pour faire l'animation qui se compose de 4 activités :

Activité 1 : Du cacaoyer à la tablette de chocolat

Les différentes étapes de la récolte du cacao ainsi que sa transformation en chocolat sont présentées grâce à un diaporama. Les enfants prennent conscience de la provenance du cacao, mais aussi de sa forme naturelle. Une approche sensorielle est proposée : les élèves touchent et sentent les produits. Ils prennent même la recette du chocolat : « Dis tu penses que je peux en fabriquer chez moi maintenant que j'ai tous les ingrédients ? »

s'interrogent la plupart des enfants. Leur déception est grande quand « NON on ne peut pas fabriquer de chocolat chez soi puisqu'on ne trouve pas la matière première dans le commerce !!! ».

Activité 2 : Jeu de rôle (simulation) « ... Mes fèves de cacao »

Ce jeu de rôle permet aux enfants, par une méthode d'apprentissage active, de vivre le rôle de chacun des acteurs, depuis le producteur « découpant » les fèves pour simuler la production au revendeur, en passant par les intermédiaires.

« C'est la partie de l'animation la plus appréciée des élèves » d'après Annick, enseignante à l'école Ampère. « Les enfants prennent conscience des inégalités de revenu de façon concrète ». « C'est dégueulasse, j'ai récolté comme les autres et avec ce que j'ai vendu, je peux même pas manger à ma faim ! » se révolte Mehdi. Certaines fois les enfants sont tellement en colère de cette injustice qu'ils boudent. Une fois le jeu fini, lorsque l'on commence à débriefer et à expliquer que nous sommes dans un jeu mais que dans la réalité cela se passe comme ça, toute cette colère se transforme en incompréhension et en compassion : « Mais c'est pas juste !!! pourquoi ??? » C'est alors que l'on arrive à l'explication du commerce équitable.

Activité 3 : La charte du commerce équitable

On lit et on explique la charte du commerce équitable ensemble sans, bien entendu, diaboliser le commerce traditionnel. D'ailleurs « comment on appelle le commerce pas équitable ?

Le commerce malade ?? » me demande Victor.

A l'aide de phrases décrivant les différents commerces, on vérifie si les connaissances sont bien acquises.

Activité 4 : Des emballages équitables

A l'aide d'emballages, les enfants retrouvent les différents logos du commerce équitable. Ils apprennent à lire des étiquettes et à connaître la provenance des produits et des matières premières, « C'est cool t'as vu, on a donné des sous aux petits producteurs du Brésil en achetant ce jus d'orange sans jamais sortir de Grenoble !!! C'est dingue ! » lance Hanaë.

L'animation se termine par un moment des plus convivial : Une dégustation de produits équitables : Chocolat et jus de fruits !!!

La question pédagogique essentielle:

Les inégalités sociales étant facteur de conflit, un commerce plus juste ne serait-il pas facteur de paix, dans le sens où il cherche à garantir un revenu décent aux petits producteurs et à réduire les inégalités ?



La culture de la paix promue par le Conseil Régional !

Rhône-Alpes Région

Matthieu Damian

Le Conseil régional Rhône-Alpes s'engage politiquement en faveur de la culture de la paix !

L'Ecole de la paix peut être fière d'être soutenue depuis de nombreuses années au titre de la promotion de la culture de la paix par le Conseil régional Rhône-Alpes. Ce n'est donc que justice que nous mettions en lumière la décision politique avancée par Mme Véronique Moreira, vice-présidente du Conseil régionale en charge des coopérations solidaires. Elle a été adoptée par le Conseil régional lors de la commission plénière du 9 février 2012.

Nous avons tenu à vous proposer quelques passages importants de cette délibération :

« Le Conseil régional (...) décide 1.1) de réaffirmer l'engagement de la Région Rhône-Alpes en faveur d'une politique régionale ambitieuse de coopération au développement, inscrite dans le cadre de l'Aide Publique au Développement, le cadre législatif national et les chartes nationale et européenne de la coopération décentralisée (...), et valorisant les domaines de compétence et de savoir-faire de l'institution et des acteurs régionaux.

1.5. de définir ainsi, pour la politique régionale de coopération solidaire les quatre axes structurants suivants :

- contribution à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement et à l'accès aux Biens Publics

Mondiaux pour tous.

- Soutien aux processus démocratiques, avec de façon indissociable :

* L'affirmation du fait régional et local dans les décentralisations nationales en cours par un appui institutionnel aux autorités locales des territoires partenaires, en accord avec nos partenaires.

* Le renforcement des politiques publiques, des capacités des maîtres d'ouvrage, des services publics locaux et des échanges interrégionaux.



* La place de la société civile, le soutien aux démarches participatives, et la mutualisation des expériences.

Egalité femmes hommes au cœur des stratégies et des actions de coopération régionale dans le cadre de la politique internationale Genre et Développement.

Accompagnement des réseaux publics, associatifs, sociaux et économiques, culturels ainsi que des rhônealpin-es pour une région citoyenne, solidaire et ouverte sur le

monde.

1.7. de mettre en œuvre cette politique de coopération solidaire et de construire et promouvoir en Rhône-Alpes une citoyenneté mondiale en structurant et diffusant davantage les savoir-faire et les engagements des acteurs, autour notamment du GIP-RESACOOOP.

• Création de réseaux thématiques associant les acteurs rhônalpins autour des priorités que sont, notamment :

- **La culture de la paix et la promotion des droits humains.**

- Les biens publics mondiaux, en impulsant une réflexion pour la création d'une Chaire régionale sur ce sujet.

- L'égalité femmes-hommes et le développement.

- Le développement économique des territoires partenaires et la coopération.

- La formation des professionnels et l'ingénierie de la coopération.

- L'information et la communication sur les coopérations et la solidarité internationale (...).